



Les déclarations du Ministre de l'économie tant sur le temps de travail que sur le statut général des fonctionnaires amplifient les choix gouvernementaux marqués au sein des ministères économiques et financiers par :

- le blocage des salaires, et une baisse du pouvoir d'achat,
- des vagues successives de suppressions de milliers d'emplois
- des réductions sans précédent des budgets de fonctionnement
- de restructurations d'ampleur en cascade, des projets et autres démarches stratégiques aux nouvelles réformes et réorganisation réformes territoriales en passant par la revue des missions,

Ces déclarations et choix ne visent qu'un but : le recul de l'État la remise en cause de l'action publique et l'affaiblissement de la fonction publique et de ceux qui en exercent les missions. Elles sont inacceptables !

Face à la « crise » économique et sociale qui s'aggrave ;

Face à l'enjeu environnemental qui s'impose comme un défi majeur ;

Face à la démocratie dévoyée par les choix politiques qui engendrent la crise des institutions

il y a urgence à renforcer une action publique qui soit réellement au service de l'intérêt général.

Au sein des Ministères économiques et financiers, cela exige :

- un renforcement des moyens humains et matériels ;
- une reconnaissance des agents (notamment en termes de rémunération et de qualifications) ;
- une préservation et un renforcement du maillage territorial ;
- un management considérant enfin que la qualité du travail et l'efficacité du service public passe nécessairement par le respect des agents et de leurs droits ;
- une amélioration des conditions de vie au travail ;
- une organisation cohérente des directions et des services de nos Ministères garantissant l'exercice des missions au service de la collectivité.

Depuis le début des années 2000, les gouvernements n'ont eu de cesse de prendre des décisions allant à rebours de ces exigences qui aujourd'hui sont devenues autant d'urgences.

Le Comité Technique Ministériel du 13 octobre est une nouvelle fois l'occasion de porter haut et fort notre « ras le bol » face à des ministres qui refusent délibérément d'entendre nos revendications.

A l'heure, où la loi de finances 2016 qui comporte une nouvelle fois une baisse des moyens humains et budgétaires de « Bercy » est en débat au parlement, et où les réformes en cascade se mettent en œuvre (réforme territoriale, retenue à la source...), le besoin de davantage de service public n'a jamais été aussi criant. C'est pour dénoncer ces choix et faire entendre leurs revendications que des actions, locales et nationales, sont organisées à la Douane, à la DGFIP, à l'INSEE, en Administration Centrale...

Solidaires Finances soutient toutes ces initiatives et appelle l'ensemble des agents des Ministères économiques et financiers à débattre ensemble à montrer leur mécontentement à participer aux actions organisées sur le territoire et à amplifier ce mouvement de protestations afin d'accroître le rapport de force et d'obtenir satisfaction sur les revendications.